



No 1994 – 07
Juin

La fonction de consommation sur longue période en France

Pierre Villa

SOMMAIRE

Résumé.....	5
Abstract.....	7
1. Tendance de long terme de l'évolution de la consommation.....	9
2. Les évolutions conjoncturelles de la consommation.....	14
2.1. Avant la première guerre mondiale.....	20
2.2. Entre les deux guerres.....	22
2.3. L'après-deuxième guerre mondiale.....	25
3. Les enseignements des estimations économétriques.....	28
3.1. Avant la première guerre mondiale.....	29
3.2. Entre les deux guerres.....	30
3.3. L'après-deuxième guerre mondiale.....	33
3.4. L'impact de l'inflation.....	37
3.5. Le rôle des plus-values sur actions.....	39
Annexe statistique.....	44
Références bibliographiques.....	48
Liste des documents de travail du CEPII.....	49

Résumé

La fonction de consommation a rarement été étudiée sur une longue période bien qu'elle soit l'emploi principal de la production. En général, on l'aborde sous l'angle de l'épargne : les auteurs se demandent si le manque d'épargne n'a pas entravé la croissance. C'est pourquoi une attention particulière est portée soit à l'épargne forcée due à l'inflation, ou à l'endettement consécutif à l'achat des logements, soit à l'épargne volontaire liée au développement des marchés financiers. Dans cet article, nous prenons le contre-pied de cette approche en étudiant directement la fonction de consommation. Déjà, lors de la publication de "Valeur et Capital", Hicks montrait que l'explication de la demande de consommation dépendait crucialement de la définition du revenu plutôt que des variables qui influencent la propension à consommer. Reprenant le fil de cette analyse, nous étudions dans cet article les facteurs explicatifs de la propension à consommer en fonction de la répartition du revenu, de l'inflation, du chômage, de la richesse et des formes de détention de cette dernière. L'analyse descriptive montre que la répartition des revenus et les fluctuations du niveau du revenu disponible global par rapport au PIB sont un des éléments explicatifs des fluctuations de la consommation. Par exemple, l'excès des revenus sur la PIB dans l'immédiat après première guerre mondiale, conséquence du déficit public et des revenus issus des réparations et indemnités de guerre, permet de rendre compte de l'excès de demande sur cette période. De même la baisse des prix dans les années 30 et la rigidité à la baisse des salaires jusqu'en 1935 expliquent l'augmentation de la part de la consommation dans la PIB par un effet de richesse (les liquidités détenues augmentent en termes réels) et de structure des revenus. A l'inverse, l'inflation de la période du Front Populaire suffit à rendre compte de la faible croissance de la consommation sur cette période.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale l'évolution sur longue période est expliquée par la baisse de la part des revenus des ménages dans la PIB, alors même qu'on observe une salarisation croissante de l'économie. L'analyse économétrique montre que la propension moyenne à consommer le revenu quelle que soit sa définition est très stable et que ses fluctuations peuvent très bien être expliquées par les effets de richesse, l'épargne forcée associée à l'inflation et le chômage même si les deux derniers effets sont secondaires. En revanche, on ne peut mettre en évidence d'effet spécifique des achats de logement par rapport à l'effet de richesse global. Toutefois, il semble que le développement des marchés financiers a provoqué une hausse du taux d'épargne.

Les estimations économétriques sont effectuées selon plusieurs définitions du revenu : revenu au sens de la comptabilité nationale, revenu élargie prenant en compte l'inflation, revenu économique au sens de Hicks, revenu corrigé de l'épargne des entrepreneurs individuels.

Elles montrent que le comportement de consommation des agents est plus raffiné dans la période récente qu'au début du siècle, prenant mieux en compte les transferts dus à l'inflation et les effets de richesse ; toutefois cette conclusion est

tributaire de la précision des données qui augmente au cours du temps. Enfin et surtout nous mettons en évidence dans les déterminants de la consommation, le rôle contracyclique de la distribution des revenus et à un degré moindre de leur répartition, le rôle de stabilisateur automatique de la richesse et le caractère procyclique mais secondaire de l'inflation et du chômage. Nous mettons aussi en évidence, mais avec une précision faible, le rôle positif du développement des marchés financiers sur l'épargne.

Abstract

The long term consumption function has rarely been studied, despite the fact that it constitutes the principal component of demand. Generally speaking, the consumption function is analysed from the point of view of savings, with the lack savings being put forward as a possible restraint on growth. That is why particular attention is paid to forced savings resulting from inflation and Brom indebtedness following house purchases, and to voluntary saving in response to the development of financial markets. In contrast, this article sets out to examine the consumption function directly. Already with the publication of "Value and Capital", Hicks demonstrated that the explanation of consumption demand depended crucially on the definition of income, rather than those variables which influence the propensity to consume. This article picks up his line of argument by examining the propensity to consume as a function of the distribution of incomes, inflation, unemployment, and of wealth, as well as how such wealth is held. A descriptive analysis shows that both the distribution of incomes, and the fluctuations of the overall level of disposable income relative to GDP, explain the fluctuations of consumption. For example, the fact that incomes exceeded GDP immediately after World War I - due to the public deficit and war reparations - accounts for excessive demand during this period. Similarly, the fall in prices during the 1930s and the downward rigidity of wages up until 1935, explain why consumption increased as a share of GDP because of wealth effects (as the real value of cash and liquid assets rose), and because of the structure of incomes. By comparison, the inflation under the government of the *Front Populaire* explains the weak growth in consumption during this latter period.

Since the end of World War II, the long term trend in consumption has been dominated by the fall in the share of household incomes relative to GDP. This is despite the fact that the wage-earning labour force has grown. Econometric analysis demonstrates that the average propensity to consume remains very stable, whatever the definition used, and that its fluctuations can be well explained by wealth effects, forced savings associated with inflation, and unemployment (though the latter two effects are secondary). That said, the specific nature of house purchases stands out with respect to wealth effects. At the same time, it seems that the development of financial markets has led to a rise in savings rates.

Econometric estimates have been carried out using several definitions of income: income as defined in national accounting, wider "extended income" that takes inflation into account, economic income as defined by Hicks, and income corrected for savings by individual entrepreneurs.

These estimates show that agents' consumption behaviour is more refined than it was at the beginning of the century, taking better account of inflation and wealth effects. However, this conclusion is subject to the precision of data, which has increased over time. Lastly, the article stresses the counter-cyclical role of income distribution as a determinant of consumption, and to lesser extent the impact of automatic wealth stabilisers. It also stresses the pro-cyclical, though secondary,

la fonction de consommation sur longue période en France

importance of inflation and unemployment. In addition, the article shows up, though less precisely, the positive impact that the development of financial markets has had on savings.

JEL classification numbers: E2, N1.

La fonction de consommation sur longue période en France

Pierre Villa¹

Les analyses macroéconomiques historiques étudient rarement les déterminants de la consommation bien que cette dernière soit l'emploi principal de la production. En général, celle-ci est abordée du point de vue structurel du choix entre consommations agricoles et industrielles dans les périodes anciennes (M. Levy-leboyer et F. Bourguignon (1985)) ou du point de vue sectoriel dans les années récentes. Ces dernières études mettent l'accent sur les élasticités à long terme des consommations à la dépense totale (D. Darmon (1983)) ou bien étudient les phénomènes de saturation à l'aide de modèles qui rattachent les achats de biens durables aux parcs existants (Houttaker-Taylor (1970), D. Vallet (1978)). En revanche, la consommation agrégée est toujours analysée sous l'angle de l'épargne. Ainsi Carré, Dubois, Malinvaud (1972) se demandent si le manque d'épargne a pu entraver la croissance. Pour cela ils étudient l'épargne forcée due à l'inflation, le rôle du logement et des marchés financiers, ceux-ci étant beaucoup plus développés sur l'entre-deux guerres que sur l'après guerre.

Dans cet article nous nous proposons au contraire de discuter la fonction de consommation proprement dite à partir d'estimations économétriques. Cela nous permet de mettre en évidence le rôle de stabilisateur automatique de la richesse, le caractère anticyclique de la distribution des revenus et le rôle procyclique mais secondaire de l'inflation et du chômage.

1. Tendances de long terme de l'évolution de la consommation

L'évolution sur longue période de la consommation peut être décrite pour la propension moyenne à consommer (rapport consommation/PIB). Cette dernière connaît une baisse séculaire en France (de 1896 à 1974) qui est interrompue par les guerres, les crises et le choc pétrolier. En francs constants la diminution de la propension à consommer (voir graphiques 1 et 2) correspond aux périodes de croissance : 1896 à 1913, 1923 à 1930 et 1948 à 1974, tandis que les remontées correspondent aux périodes de récession ou de crise : crise de reconversion de 1919 à 1922, reconstruction en 1946 et 1947, grande dépression de 1931 à 1938, chocs pétroliers de 1975 à 1985. En francs courants, on obtient des résultats comparables quoiqu'un peu différents. Tout d'abord la propension à consommer ne présente pas de tendance significative sur la période 1896 à 1913, ce qui dénote une augmentation du prix relatif de la consommation par rapport au prix de la PIB (graphique 3) particulièrement nette à partir de 1908. Comme à cette époque les consommations ne contiennent presque pas de produits importés, alors que les inputs des entreprises comportent des matières premières importées et qu'une part non négligeable de la production est exportée, cette évolution peut être attribuée à la baisse des prix relatifs

¹ Pierre Villa est conseiller scientifique au CEPII.

du commerce international par rapport aux prix intérieurs à la production. Cette évolution du commerce international que nous avons déjà notée (Villa-1993-chap 1) peut s'interpréter comme une amélioration de la compétitivité de la France et une réduction du protectionnisme et une banalisation des produits exportés.

En revanche, le prix relatif de la consommation ne semble pas avoir d'influence majeure sur la propension à consommer au cours de la première guerre mondiale ni entre les deux guerres parce que les prix intérieurs sont proches des prix internationaux. Seules font exception les années 1923 à 1927 où la propension à consommer en valeur est nettement inférieure à celle en volume en raison de la sous-évaluation du franc qui disparaît avec la stabilisation Poincaré. Le prix de la PIB qui dépend des prix étrangers en francs est en effet supérieur au prix de la consommation au cours de cette période.

la fonction de consommation sur longue période en France

Après la deuxième guerre mondiale, les deux propensions sont proches sauf aux deux extrémités de la période. En 1946 et 1947, le niveau élevé du prix à la consommation peut être attribué à la suppression progressive des rationnements et à l'alignement des prix intérieurs sur ceux du marché noir. La dévaluation du franc, la hausse des prix industriels et la dévalorisation de la richesse nominale des ménages ont simultanément réduit le prix relatif de la consommation qui comprenait encore beaucoup de produits alimentaires² et forcé les ménages à réduire leur consommation.

A partir de 1974, la hausse du prix du pétrole et des matières premières industrielles et agricoles ont renchéri les prix des consommations importées par rapport au prix de la PIB³. Cependant comme cette période correspond à une moindre croissance et donc à une réduction de la part des autres emplois de la PIB (investissement surtout), la part de la consommation en valeur dans la PIB s'accroît encore plus que la part en volume.

Il semble donc que la consommation joue un rôle de stabilisateur, sa part en volume dans la production diminuant dans les périodes de forte croissance : 1907-1913, 1923-1930 et 1948-1974 et augmentant dans les périodes de crise ou de faible croissance : 1919-1922, 1931-1938 et 1975-1985 (tableau 1).

Cette évolution s'est accompagnée d'une modification de la structure de la consommation (tableau 2, graphiques 4, 5 et 6). Jusqu'en 1935 la proportion des consommations agricoles est restée à peu près stable avec un déplacement de 5 points au détriment de l'agriculture (47,1 % en 1938 contre 52,2 % en 1896) au profit des services et du logement (24,4 % en 1938 contre 20 % en 1896), la part des consommations industrielles restant à peu près constante. Dans l'après deuxième guerre mondiale, la part des consommations agricoles a fortement décru au profit des consommations industrielles et tertiaires. Ce mouvement n'a pas été interrompu par les chocs pétroliers alors que les années trente ont connu une reprise de la part des consommations agricoles au détriment de celles de l'industrie. En fait, cette dernière évolution signifie surtout que les réductions de consommation pendant la dépression des années trente ont été de faible ampleur et ont porté essentiellement sur les produits industriels.

2. Les évolutions conjoncturelles de la consommation

Pour expliquer l'évolution de court terme de la consommation, il est nécessaire d'étudier la distribution et la répartition des revenus tout au long du siècle.

² La consommation ne comporte à cette époque que peu de produits importés.

³ A cette époque la consommation comprend beaucoup de produits importés.

la fonction de consommation sur longue période en France

la fonction de consommation sur longue période en France

Pour ce faire nous distinguerons les trois périodes séparées par les deux guerres mondiales parce qu'elles correspondent à des évolutions structurelles distinctes et aussi parce qu'il apparaît des ruptures statistiques lorsqu'on entre à un niveau fin de la répartition des revenus (voir annexe).

2.1. Avant la première guerre mondiale

La période 1896-1913 peut être divisée en trois : la croissance moyenne de 1896 à 1900, la stagnation de 1901 à 1906, la croissance forte de 1907 à 1913. Elle est aussi caractérisée par une baisse du revenu disponible des ménages par rapport à la PIB particulièrement forte dans la période intermédiaire, une salarisation croissante de l'économie surtout au cours de la troisième période et malgré cela une baisse de la part des salaires dans le revenu des ménages entre 1906 et 1913 (tableaux 3 et 4).

TABLEAU 3. Partage des revenus

(en milliard de francs courants)

	1986	1900	1906	1913
PIB	33,1	36,1	38,4	50,8
Revenu disponible des ménages	29,9	32,2	32,0	41,0
Revenus salariaux	13,4	14,3	14,6	17
Revenus non salariaux	16,5	17,9	17,4	24,0
Profit des sociétés	1,2	1,6	1,3	4,2
Besoin de financement des administrations	0,4	0,6	0,4	0,8
Balance courante	0,9	1,0	1,7	1,5

TABLEAU 4. Salarisation de l'économie

	1986	1990	1906	1913
Part des salariés dans l'emploi total (1)	48,9	49,4	50,8	52,3
Part du RBEI dans la PIB (2)	36,3	35,8	32,3	33,6
Part des revenus salariaux dans le revenu disponible des ménages (1)	44,8	44,4	45,7	41,4
Part du revenu disponible des ménages dans la PIB	90,3	89,2	83,4	80,7
Taux de croissance annuel moyen de la PIB en GF 1938	-	2,0	0,1	3,4

(1) Dans les entreprises non financières seulement

(2) Revenu Brut des Entrepreneurs Individuels net des impôts d'exploitation

(3) Les revenus salariaux comprennent les salaires et les prestations sociales. Les revenus non salariaux sont nets des impôts

Au cours de la période 1896-1900, le degré de salarisation de l'économie augmente très faiblement et les fluctuations du revenu total reflètent les variations des revenus non salariaux particulièrement les revenus agricoles qui dépendent des aléas climatiques alors que les salaires nominaux sont à peu près constants. La légère baisse de la part des salaires est donc le résultat des gains de productivité et de la hausse des profits des sociétés. Il est normal que la propension à consommer soit à peu près constante.

A partir de 1900 la salarisation de l'économie augmente avec l'exode rural, ce qui accroît la part des salaires dans le revenu des ménages. Pourtant la part de la masse salariale dans la PIB diminue paradoxalement parce que les salaires nominaux baissent de 1901 à 1903 et stagnent en 1904 et 1905. Mais le fait majeur est la réduction des revenus non salariaux dans la PIB en raison des crises agricoles de 1901, 1902 et 1906 (baisse de RBEI agricole) qui ne sont peut-être pas étrangères à l'accroissement de l'exode rural. Cette baisse relative du revenu des ménages est compensée par un fort accroissement de la balance courante. Elle a pour conséquence une stagnation de la propension à consommer (la stagnation de l'investissement compense la réduction du revenu disponible, les exportations remplacent la consommation dans la demande).

Sur la période 1907-1913, de forte croissance, la baisse relative du revenu disponible des ménages est le résultat de la diminution de la part des revenus salariaux alors qu'au contraire la part du RBEI dans la PIB augmente. C'est donc les revenus non salariaux qui bénéficient de la croissance. Si on y ajoute la hausse importante des profits non distribués, on comprend que la propension moyenne à consommer en francs constants 1938 diminue fortement de 86% en moyenne sur la période 1900-1906 à 74% en fin de période (1912 et 1913).

Cette évolution s'explique par quatre raisons principales :

- La poursuite de l'exode rural dans une période de croissance forte est poussée par les mauvaises récoltes (stagnation des revenus agricoles) et surtout par un sous-emploi rural qu'on ne peut mettre en évidence dans les statistiques de chômage salarié mais qui est attesté par les textes de l'époque.

- La stagnation des salaires réels qui ne suivent pas la croissance de la productivité du travail pèse sur les revenus salariaux et favorise les revenus non salariaux industriels (RBEI et profits des sociétés).

- Les prix relatifs à la consommation augmentent surtout en raison de la baisse du prix relatif des importations qui profite surtout aux entreprises.

- La croissance de l'investissement augmente mécaniquement sa part dans la PIB.

2.2. Entre les deux guerres

Ses évolutions conjoncturelles sont très mouvementées.

Dans l'immédiat après guerre, de 1919 à 1923, le revenu des ménages est très élevé, il est même supérieur à la PIB de 1920 à 1922. Cette situation s'explique différemment selon les années (tableau 5).

En 1919 et 1920, les raisons de cette situation sont les suivantes :

- La PIB est très faible à cause des désorganisations de la production liée à la guerre. La production tournée vers les biens à usage militaire est difficile à reconvertir vers les produits à finalité civile comme la consommation.

- La part des salaires dans le revenu disponible des ménages est élevée en raison des hausses de salaire accordées pendant la guerre alors qu'en revanche le franc était fixé à son cours forcé de 1913.

- Le déficit des administrations est encore très important parce que l'Etat a de la peine à réduire ses dépenses (frais d'occupation par exemple) et qu'il répugne encore à augmenter les impôts.

- Au total la part des revenus salariaux est importante et soutient la consommation. La propension à consommer rapportée à la PIB atteint des niveaux historiques sur ces deux années (87,5% en moyenne, en francs 1938). La consommation est satisfaite par des importations.

TABLEAU 5. Partage des revenus dans l'après guerre

en % en niveau	1919	1920	1921	1922	1923
Revenu disponible brut/PIB	91,7	102,4	123,3	108,6	99,9
Salaire/Revenu disponible brut	56,3	43,5	46,3	41,9	41,0
Profit des sociétés en GF courants	11,9	20,0	18,4	20,8	22,8
Profit des EI investi directement en GF courants	-	-6,6	-10,6	-1,2	7,2
Besoin de financement des administrations en GF courants	34,1	27,2	15,6	20,9	12,6
capacité de financement des ménages	-	32,6	39,7	30,8	42,3
Balance courante en GF courants	-21,6	-19,3	3,3	2,8	7,6
PIB en GF courants	105,0	159,5	128,6	159,9	189,8
Taux de croissance de la PIB en GF 1938	10,7	7,6	-4,4	20,3	5,8

De 1921 à 1923, la propension à consommer se maintient au niveau élevé moyen de 87% pour plusieurs raisons :

- Le revenu disponible des ménages reste supérieur à la PIB en raison du déficit de l'Etat, des dommages de guerre qui commencent à être distribués et de la hausse des revenus non salariaux liée à la croissance.

- La part des salaires est stabilisée au niveau de 1913 (41%) en raison de l'inflation et de la sous indexation. Elle augmente brutalement en 1921 parce que les salaires sont rigides et que la crise touche immédiatement les revenus non salariaux. Il en résulte pour cette année une hausse brutale de la propension à consommer.

- Le déficit public reste important.

Cette distribution des revenus laisse toutefois une forte capacité de financement aux ménages qui conduit à des placements et à des revenus à l'étranger.

A partir de 1924, la France est sur un sentier de croissance beaucoup plus équilibré dont les dominantes sont une baisse de la part du revenu des ménages dans la PIB, une stabilisation de la part des salaires jusqu'en 1926 puis une croissance de celle-ci lorsque l'inflation est jugulée après la stabilisation Poincaré et enfin une réduction de la part des consommations au profit des autres emplois.

Il est important de noter que la stabilisation du franc en 1926 provoqua une récession en 1927 (PIB : -2,0%) avec une hausse de la part des salaires (de 40,7% en 1926 à 42,1% en 1927) et une baisse du revenu des ménages provoquée par la baisse du RBEI, mais une hausse de la propension à consommer. On retrouve cette année le résultat général que les salaires et la consommation jouent un rôle contracyclique alors que les revenus non salariaux réagissent de manière procyclique.

TABLEAU 6. Evolution de la consommation

	1924	1926	1927	1928	1929	1930
Propension à consommer en franc 1938	73,1	69,6	76,2	71,3	68,4	68,7
Part du revenu disponible dans la PIB	88,4	82,6	81,8	87,7	83,5	83,8
Part des salaires dans le revenu disponible	41,9	40,7	42,1	43,2	43,5	48,2
Part du RBEI	35,8	37,4	35,9	37,3	37,7	29,7
Part de l'emploi salarié des entreprises	54,7	55,6	55,2	55,2	56,1	56,3

Les années de crise sont caractérisées par une évolution inverse de la consommation : la propension moyenne à consommer passe de 71,8% en moyenne sur 1924-1930 à 78,1% sur 1931-1938.

Cette évolution est là encore à rapprocher de la distribution des revenus.

La hausse de la part des salaires dans le revenu, commencée en 1930, culmine en 1934. La baisse de la production s'est accompagnée d'une baisse des prix et d'une réduction de l'emploi qui a été partiellement compensée par la rigidité à la baisse des salaires jusqu'en 1936. La part des salaires ne commence à diminuer qu'en 1935 à la suite des décrets de déflation de Laval qui visaient à réduire les salaires nominaux. En outre, comme la part du revenu des ménages dans la PIB est à peu près constante jusqu'en 1936, cela signifie que les revenus non salariaux ou les profits non distribués supportent les conséquences de la crise et surtout de la baisse des prix. C'est le cas principalement des entrepreneurs individuels et parmi eux surtout des agriculteurs. Malgré la montée du chômage, les revenus salariaux et donc la consommation ont ainsi joué un rôle contracyclique important. Cela est confirmé par l'observation des autres emplois de la PIB : baisse de l'investissement et apparition d'un déficit de la balance courante à partir de 1932 (dévaluation de la livre et du dollar) qui culmine en 1933 (-8,9 milliards de francs) malgré les revenus provenant des placements extérieurs.

TABLEAU 7. Evolution de la consommation dans la crise

	1931	1932	1934	1936	1938
Propension à consommer en francs 1938	71,9	78,5	78,0	77,8	81,6
Part des salaires dans le revenu des ménages	52,4	55,3	55,8	52,1	52,5
Part du revenu des ménages dans la PIB	82,0	83,8	80,7	95,4	92,5
Part du RBEI	27,0	27,3	24,4	33,3	32,3
Part de l'emploi salarié des entreprises	55,6	54,2	53,0	52,0	53,2

La politique du Front Populaire reverse complètement cette évolution. Les accords de Matignon (juin 1936) et la dévaluation du franc (septembre 1936) provoquent une relance inflationniste de la production. Les hausses de salaires sont en partie absorbées par les augmentations de prix tandis que les gains de productivité compensent la baisse de la durée du travail à concurrence de 90%. Du fait que la hausse des frais de fonctionnement de l'Etat (salaires et prestations sociales) n'est pas compensée par des impôts nouveaux, les revenus de l'Etat baissent relativement à la PIB à l'avantage des revenus distribués aux ménages⁴. Mais en raison des conditions de la croissance (hausses de prix, productivité) la part des salaires dans le revenu des ménages baisse de deux points de 1935 à 1936 (52,1% contre 54,1%). La reprise inflationniste a donc surtout profité aux revenus non salariaux plutôt qu'aux salaires et aux profits non redistribués des sociétés. Cependant, cela ne s'est pas traduit par une relance de la consommation. Les entrepreneurs individuels, principaux bénéficiaires (tableau 7), ont utilisé leurs revenus pour cesser de désinvestir : leurs profits réinvestis passent de -20,8 GF en 1936 à -4,8 GF en 1937 et +5,3 GF en 1938 (VILLA, 1993, chap. 2).

⁴ La part des revenus des administrations avant consommation et investissement passe de -0,2% de la PIB en 1935 à -2,0% en 1936, -1,8% en 1937 et -0,9% en 1938. La part du revenu des ménages dans la PIB augmente de 83,6% en 1935 à 95,4% en 1936 pour revenir à 92% par la suite.

L'entre-deux guerre montre ainsi, au cours d'une période très heurtée du point de vue conjoncturel, le rôle contracyclique des salaires et de la consommation.

2.3. L'après-deuxième guerre mondiale

A l'inverse de la précédente, cette période présente une grande stabilité de la consommation autour de tendances longues.

L'inflation de l'après guerre et la hausse de la fiscalité modifient la répartition des revenus. Ceux de l'Etat avant consommations et investissements passent à 5,6% de la PIB en 1946 contre -0,9% en 1938, tandis que le profit non distribué des sociétés passe à 13% contre 8,3% en 1913 et 10% en moyenne dans l'entre-deux guerres. En conséquence, la part du revenu disponible des ménages en 1949 est à un niveau proche de celui de 1913 nettement plus bas qu'à la fin des années trente (-10 points environ). En outre, la part des salaires dans ce revenu est voisine de celle 1938 et le taux de salarisation de l'économie est celui de 1930 (avant la crise et le chômage qui ont touché surtout les salariés). En d'autres termes, le niveau relatif des salaires horaires par rapport aux revenus non salariaux distribués est plus élevé qu'en 1930, mais plus faible qu'en 1938. Cette situation est en outre renforcée par la dévalorisation de l'épargne financière liée à l'inflation et par la réduction du patrimoine logement associée au vieillissement du parc et aux destructions de guerre qui tendent à réduire la propension à consommer le revenu. La somme des effets conduisent à une propension à consommer rapportée à la PIB beaucoup plus faible qu'à la fin des années 30 (-10 points environ).

TABLEAU 8. Répartition des revenus dans l'après-guerre

en %	1946	1949	1951	1958	1968	1974	1980	1985
Revenu disponible des ménages/PIB	-	83,0	81,6	79,1	77,2	78,2	82,4	83,5
Salaire/Revenu disponible (1)	-	52,1	54,2	60,4	69,3	73,5	76,3	76,5
Nombre de salariés/ emploi total des entreprises non financières	58,0	56,8	58,6	64,6	72,4	78,4	79,9	80,2
RBEI/PIB	34,6	35,4	33,2	29,8	25,8	21,9	18,5	16,9
Profit non redistribué des sociétés non financières/PIB	10,9	12,1	10,6	9,5	11,9	10,3	6,4	8,1
Idem y.c. sociétés financières	-	13,0	11,6	11,0	14,1	12,6	8,6	10,0
Revenus des administrations/PIB (2)	-	5,6	6,0	7,1	6,7	7,4	7,2	8,0
Profit réinvesti des entrepreneurs individuels	3,9	4,3	3,4	3,5	3,5	3,3	2,8	2,1

(1) salaires y compris prestations (voir annexe)

(2) épargne brute et consommation des administrations.

Jusqu'en 1974, la baisse de la propension à consommer par rapport à la PIB s'exprime par quatre phénomènes principaux :

- Tout d'abord la hausse de la part de l'Etat (épargne brute plus consommations, c'est-à-dire revenus nets des transferts, prestations et subventions mais avant dépenses en biens et services) et des profits non distribués des sociétés réduit la part des revenus disponibles des ménages. Les hausses de salaires consécutives aux accords de Grenelle de 1968 ne modifient pas cette tendance⁵ (tableau 8).

- Ensuite la période connaît une salarisation croissante : la part des salariés des entreprises non financières passe de 56,8% en 1949 à 78,4% en 1974. Or l'augmentation de la part des revenus salariaux correspond exactement à cette salarisation : 52,1% en 1949 et 73,5% en 1974. Ainsi donc, l'écart relatif entre les deux catégories de revenus par personne est resté constant sur la période. On peut supposer que ce transfert de travailleurs a surtout touché les entrepreneurs individuels agricoles qui ont un revenu plus bas que les salariés. La propension à consommer les bas revenus étant plus élevée mais celle à consommer les revenus non salariaux étant plus basse que celle à consommer les revenus salariaux, ces deux effets devraient se compenser et l'impact sur les consommations totales de cette modification de la distribution des revenus devrait être de deuxième ordre.

- La part des revenus des entrepreneurs individuels réinvestis est beaucoup plus importante que dans les années 30. Cette modification de comportement devrait expliquer la baisse du niveau de consommation et incline à changer la définition du

⁵ La part de l'Etat passe de -1,6 % entre 1936 et 1938 à 7 % en moyenne sur 1949-1974, tandis que celle des profits des sociétés passe de 0,10 entre 1936 et 1938 à 0,11 entre 1946 et 1974.

revenu en lui retirant ce qu'on appelle le Financement de la Formation de Capital par les Entrepreneurs Individuels (FFCEI) qui a le même statut que le profit non distribué des sociétés (voir estimations du paragraphe 3).

- Enfin l'effet de richesse explique la diminution relative de la consommation. Les destructions de guerre et les déclassements accélérés de logements anciens expliquent que la part du patrimoine dans le revenu soit de 4,24 en 1949 contre 6,34 en 1938. En outre l'inflation a érodé les encaisses monétaires (leur part dans le revenu est passé de 0,50 en 1938 à 0,40 en 1949) et les titres. Cette perte de richesse a donc réduit la propension à consommer le revenu. Cependant on peut imaginer que les effets de richesse sont ambigus. L'érosion des actifs financiers par l'inflation peut provoquer une fuite devant la monnaie ou une épargne forcée. C'est le deuxième effet qui, à l'évidence, s'est imposé. De même, la vétusté du patrimoine logement a conduit les ménages à renouveler le parc. Mais dans l'immédiat après-guerre, la construction de logement est restée faible⁶, financée de 1949 à 1951 par les dommages de guerre (donc les revenus) puis à partir de 1952 par des prêts du Crédit Foncier. Le patrimoine en logement n'a cru qu'à partir de 1954 à un rythme supérieur à 2%. En outre une part de plus en plus importante des logements a été financée par les ménages en accès à la propriété, le reste relevant des organismes publics ou d'entreprises (surtout financières : banques et assurances). Les effets sur la propension à consommer sont alors ambigus. Si l'accès à la propriété est peu répandu et que le logement public et social ou la location sont importants, les particuliers peuvent consacrer une part plus importante à la consommation qui comprend des loyers bien que leur richesse en logement soit faible. En revanche, si on privilégie l'accès à la propriété et un marché concurrentiel du logement, les ménages doivent consacrer une part plus importante à l'épargne pour cautionner leur crédit et fournir leur apport initial. En conséquence la propension à consommer devrait diminuer avec le patrimoine acquis et dans tous les cas être plus faible que dans le cas de la location généralisée.

En fait, sur la période 1949-1974, la part du patrimoine logement dans le revenu disponible des ménages diminue constamment (tableau 1). Cela signifie que les revenus croissent plus vite que les patrimoines et que la capacité des ménages à acheter un logement augmente. Comme on observe une élévation permanente des accès à la propriété, on comprend que cette période corresponde à un effort d'épargne pour l'habitation. C'est ce que nous vérifierons par la suite grâce à l'économétrie.

A partir des chocs pétroliers, la salarisation croissante de l'économie est interrompue parce que le chômage touche plutôt les salariés (la part de l'emploi salarié dans l'emploi des entreprises non financières passe de 78,4% en 1974 à 80,2% en 1985) tandis que la part des salaires augmente plus vite (73,5% en 1974 et 76,5% en 1985). Là encore, mais à un degré moindre que dans les années 1930, les salaires jouent un rôle contracyclique dans la crise. De même, la part du revenu disponible augmente pour culminer à 85,6% en 1982. Cela signifie que les revenus non distribués (profits) ont subi les premiers les chocs pétroliers, les pertes de revenus ayant été ensuite transmises

⁶ De 1947 à 1952, le taux de croissance de l'activité du BTP est de 3,2 %, de 1953 à 1974 il est de 6,2 % et de 1974 à 1985 de -1,5 %.

aux ménages par le jeu de la formation des prix et des salaires ou de la fiscalité. Ainsi la part des revenus distribués dans la PIB s'accroît de 1974 à 1978 (78,2% et 84,0%) puis diminue de 1978 à 1980 (82,4% en 1980) pour s'accroître avec le deuxième choc pétrolier et la politique du gouvernement socialiste jusqu'en 1982 (85,6% en 1982) et enfin décroître à nouveau à 83,5% en 1985. Combinée à la hausse de la part des salaires, cette évolution conduit à une augmentation de la part de la consommation dans la PIB au cours de ces années (tableau 1).

Ainsi comme dans l'entre-deux guerre, l'observation des données montre que la distribution des revenus et donc la consommation ont joué un rôle contracyclique dans l'après-guerre et surtout dans la période qui a suivi les chocs pétroliers.

3. Les enseignements des estimations économétriques

Afin de préciser les liaisons entre la consommation et ses déterminants : les revenus, l'inflation, le patrimoine et sa structure, nous allons estimer un modèle simple et en évaluer le caractère explicatif sur chacune des trois périodes. Ensuite, nous mettrons en évidence le rôle de l'inflation surtout sur la période récente à travers leur non-neutralité sur les patrimoines.

Comme nous nous attachons principalement à discuter les effets des variables explicatives, nous avons adopté une spécification traditionnelle. Le modèle de base est le suivant :

$$(1) \quad C = a + bSAL + cRNS + dW_{-1} - e(W_f)_{-1} \dot{p} - gTCHO$$

C est la consommation en valeur.

SAL sont les revenus salariaux qui comprennent les salaires et les prestations sociales nettes des cotisations sociales salariées.

RNS sont les revenus non salariaux, c'est-à-dire tous les revenus autres que salariaux nets des cotisations sociales des non salariés et de l'ensemble des impôts des ménages. La propension à épargner ces derniers est supposée égale à la propension à consommer les revenus non salariaux.

W_{-1} est la richesse nominale totale des ménages en fin d'année précédente : monnaie, titres, logement et éventuellement actions et crédits.

$(W_f)_{-1}$ est la richesse financière des ménages en fin d'année précédente hors actions et logement.

\dot{p} est le taux de croissance des prix à la consommation.

$TCHO$ est le taux de chômage

Une autre spécification consiste à normer l'équation par le revenu disponible de façon à éliminer l'hétéroscédasticité des résidus. On obtient :

$$(2) \quad \frac{C}{R} = \frac{a}{R} + b + \frac{cRNS}{R} + d \frac{W_{-1}}{R} - e \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p} - gTCHO$$

où

$$R = SAL + RNS$$

Ces équations s'interprètent comme une fonction de consommation avec effet de richesse et correction du revenu au sens de Hicks. On y distingue les propensions à consommer les revenus salariaux et non salariaux, la propension à épargner la dévalorisation de la richesse liée à l'inflation et la propension à consommer la richesse. Les actions et le logement sont supposés être protégés de l'inflation par l'indexation. Enfin la montée du chômage suscite une épargne de précaution.

L'effet de richesse peut aussi s'interpréter comme un comportement d'ajustement de la richesse à un niveau de richesse désiré proportionnel au revenu. Cependant ce facteur de proportionnalité n'est pas identifiable dans les équations:

$$(2') \quad \frac{C}{R} = \frac{a}{R} + b' + c \frac{RNS}{R} + d \left(\frac{W_{-1}}{R} - d' \right) - e \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p} - gTCHO$$

On pourrait aussi faire intervenir le taux d'intérêt réel pour prendre en compte un effet de substitution intertemporel. Mais celui-ci ne sort jamais significativement dans l'équation, c'est pourquoi nous l'avons omis.

3.1. Avant la première guerre mondiale

Les estimations obtenues sur la période 1897-1913 sont :

$$(3) \quad C = -10,5 + 0,70 SAL + 0,90 RNS + 0,06K_{-1}$$

(2,87) (0,40) (0,15) (0,03)

$R^2 = 0,99$ $DW = 2,3$ $see = 0,3$ $\bar{x} = 31,24$ $see(\%) = 2,0\%$

méthode CORC : = -0,39

$$(4) \quad C = -11,0 + 0,86R + 0,06K_{-1}$$

(2,87) (0,10) (0,02)

$R^2 = 0,99$ $DW = 2,3$ $see = 0,61$ $\bar{x} = 31,24$ $see(\%) = 2,0\%$

méthode CORC : = -0,39

où K est égal à : $(DETTE + LIQM)_{-1}(1 - \dot{p}) + SLMN_{-1}$

DETTE : dette publique

LIQM : liquidité des ménages

SLMN : stock de logements en francs courants

\dot{p} : taux de croissance des prix à la consommation

En normant par le revenu disponible, on a :

$$(5) \quad \frac{C}{R} = 0,60 + \frac{-10,2}{R} + 0,34 \frac{RNS}{R} + 0,06 \frac{K_{-1}}{R}$$

(0,41) (2,90) (0,52) (0,03)

$R^2 = 0,73$ $DW = 2,16$ $see = 0,018$ $\bar{x} = 0,92$ $see(\%) = 2,0\%$

méthode CORC : = -0,31

$$(6) \quad \frac{C}{R} = 0,86 - \frac{11,14}{R} + 0,06 \frac{K_{-1}}{R}$$

(0,10) (2,48) (0,02)

$$R^2 = 0,72 \quad DW = 2,17 \quad see = 0,018 \quad \bar{x} = 0,92 \quad see(\%) = 2,0\%$$

Méthode CORC : = -0,31

Ces estimations nécessitent quelques remarques liminaires. Tout d'abord les statistiques sont incomplètes. Les revenus non salariaux ne comprennent pas les intérêts et dividendes versés par les entreprises qui étaient toutefois faibles mais il comprennent ceux versés par l'Etat et l'étranger. En outre, du fait qu'on ne connaît pas les actions et obligations privées détenues par les ménages, on a utilisé la dette publique comme proxy. Enfin, on a supposé que la propension à épargner les variations de la richesse due aux modifications de prix était la même que la propension à consommer la richesse. Une évaluation des approximations statistiques est donnée en annexe.

Tout en gardant en mémoire ces limitations, ces estimations économétriques apportent des enseignements sur la période.

Tout d'abord, le chômage n'est jamais significatif et ne provoque pas d'épargne de précaution. Ensuite la propension à consommer est très élevée et il n'est pas possible de distinguer de manière significative la propension à consommer les revenus salariaux et non salariaux. Enfin et surtout, si la propension à consommer est à peu près constante rapportée à la PIB (voir paragraphe 1), elle augmente lorsqu'on la calcule par rapport au revenu disponible. Cette évolution n'est pas due à la richesse des ménages car la part des logements dans le revenu est stable et l'accroissement des liquidités compense la diminution de la dette publique. Elle signifie seulement que la propension marginale est supérieure à la propension moyenne. Ce résultat contraire à l'intuition habituelle renvoie au fait que, même si leur niveau de ne sont pas significativement différents, la propension à consommer les revenus non salariaux est supérieure à celle des revenus salariaux. Il exprime le développement du mode de consommation urbain au détriment des dépenses non marchandes et d'autoconsommation chez les nouveaux travailleurs issus de l'exode rural ainsi que chez les agriculteurs, deux catégories sociales dont les revenus, faibles en niveau, augmentent sur la période.

3.2. Entre les deux guerres

Les estimations sur la période 1920-1938 sont les suivantes :

$$(7) \quad \frac{C}{R} = -0,05 - \frac{45,3}{R} + 0,78 \frac{RNS}{R} + 0,10 \frac{W_{-1}}{R} + 0,22 \frac{(W_f)_{-1}}{R} p$$

(0,27) (7,64) (0,33) (0,02) (0,66)

$$R^2 = 0,90 \quad DW = 2,21 \quad see = 0,026 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 3,1 \%$$

$$(8) \quad \frac{C}{R} = 0,58 - \frac{33,1}{R} + 0,06 \frac{W_{-1}}{R} + 0,12 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p}$$

(0,06)(6,56)(0,008) (0,66)

$$R^2 = 0,86 \quad DW = 1,84 \quad see = 0,03 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 3,6 \%$$

$$(9) \quad \frac{C}{R} = 0,68 - \frac{33,3}{R} + 0,045 \frac{W_{-1}}{R}$$

(0,05) (5,61) (0,007)

$$R^2 = 0,82 \quad DW = 2,24 \quad see = 0,033 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 3,9 \%$$

$$(10) \quad \frac{C}{R} = 0,62 - \frac{34,5}{R} + 0,08 \frac{RNS}{R} + 0,05 \frac{W_{-1}}{R}$$

(0,25)(9,25)(0,34) (0,015)

$$R^2 = 0,82 \quad DW = 2,26 \quad see = 0,034 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 4,0 \%$$

Les estimations montrent qu'on ne peut distinguer les revenus salariaux des revenus non salariaux et qu'en outre l'effet de la hausse des prix à la consommation provoque une augmentation de la propension à consommer : il n'y a donc pas d'épargne forcée visant à reconstituer la richesse financière érodée par l'inflation mais au contraire un comportement de fuite devant la monnaie. Toutefois, si au lieu du prix courant, on introduit l'inflation de la période future comme indicateur de l'inflation anticipée (hypothèse d'anticipation parfaite), on obtient alors un effet significatif d'épargne forcée comme le montre les deux estimations suivantes :

$$(9a) \quad \frac{C}{R} = 1,13 - \frac{23,47}{R} - 0,57 \frac{RNS}{R} + 0,016 \frac{W_{-1}}{R} - 0,15 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p}^a$$

(0,43)(9,07) (0,45) (0,029) (0,06)

$$R^2 = 0,79 \quad DW = 1,68 \quad see = 0,038 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 4,5 \%$$

m.c.o

$$(10a) \quad \frac{C}{R} = 0,61 - \frac{26,57}{R} + 0,05 \frac{W_{-1}}{R} - 0,14 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p}^a$$

(0,10) (8,87) (0,01) (0,06)

$$R^2 = 0,77 \quad DW = 1,65 \quad see = 0,039 \quad \bar{x} = 0,84 \quad see(\%) = 4,6 \%$$

m.c.o

W est la richesse des ménages approximée par dette publique + liquidité + logement y compris plus values

W_f est la richesse financière nominale approximée par dette publique + liquidités.

Les contributions correspondant à l'équation (9) sont données dans le tableau 9.

Tout d'abord, comme pour la période antérieure, il n'est pas possible de faire apparaître un effet d'épargne de précaution lié au chômage. De même les propensions à

consommer les revenus salariaux et non salariaux ne sont pas significativement différentes.

TABLEAU 9. Contribution à la propension moyenne à consommer (équation 9)

moyennes	1920-1926	1927-1930	1931-1935	1936-1938
constante	0,68	0,68	0,68	0,68
effet revenu	-0,18	-0,11	-0,12	-0,10
effet richesse	0,26	0,27	0,38	0,29
total estimé	0,76	0,84	0,94	0,87
total réel	0,77	0,84	0,94	0,85

La propension à consommer présente de fortes variations suivant les périodes. De 1920 à 1926, son niveau bas (0,77 en moyenne contre 0,94 en 1912-1913) s'explique principalement par l'effet revenu (les revenus distribués aux ménages sont à la fois faibles en niveau en début de période en raison de la crise de reconversion, mais dépassent parfois la PIB en raison des transferts de l'état ou du reste du monde), mais aussi par l'effet de richesse. L'inflation d'après guerre a érodé le pouvoir d'achat des liquidités (leur part dans le revenu disponible passe de 54,9 % en 1913 à 32,3 % en 1920 et 29,8 % en 1926) et de la dette publique (dont la part dans le revenu disponible passe de 81,7 % en 1913 à 120,9 % en 1920 et 106,3 % en 1926). L'épargne de précaution pour reconstituer la richesse réelle n'est pas prouvée : les détenteurs de titres publics ont accepté leur dévalorisation sans réduire notablement leur consommation.

De 1926 à 1930 la hausse de la propension à consommer s'explique par l'effet revenu (la part du revenu distribué moyen dans la PIB revient à son niveau de 1913 en raison des excédents budgétaires et des profits non distribués). L'effet de richesse est le même qu'au cours de la période précédente. L'augmentation des liquidités, (40,3 % du revenu en 1930 contre 29,8 en 1926), qui résulte de l'arrêt de l'inflation, et l'accroissement du patrimoine logement (5,67 fois le revenu en 1930 contre 4,94 en 1926) qui provient de la reconstruction (aide de l'Etat) et de l'investissement privé compensent la réduction de la dette publique (85,9 % du revenu disponible en 1930 contre 106,3 % en 1926) due aux excédents budgétaires⁷.

De 1931 à 1935, l'augmentation de la propension à consommer provient essentiellement de l'effet de richesse. La baisse des prix revalorise en effet les encaisses réelles et la dette publique qui passent respectivement en 1935 à 65,8 % et 145,7 % du

⁷ On voit ici apparaître une faiblesse des sources statistiques. Sur cette période les obligations émises par les entreprises, alors que les taux d'intérêt sont bas, ont pu compenser la baisse de la dette publique. Toutefois on sait que ces émissions étaient de faible ampleur par rapport à la richesse des ménages.

revenu. Ce sont les effets majeurs qui expliquent le maintien de la consommation sur cette période.

De 1936 à 1938, la baisse de la propension à consommer provient de la diminution de l'effet de richesse : en période d'inflation, la création monétaire et la dette publique ne suivent pas la distribution des revenus (la part des encaisses passe à 50,3 % tandis que celle de la dette à 103,6 %) et les ménages épargnent pour reconstituer leur richesse.

La consommation a donc joué un rôle contracyclique sur l'entre-deux-guerres

3.3. L'après-deuxième guerre mondiale

Les estimations sont les suivantes sur la période 1951-1985 :

$$(11) \quad \frac{C}{R} = 0,43 - \frac{14501}{R} + 0,41 \frac{RNS}{R} + 0,030 \frac{W_{-1}}{R} - 0,12 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p} - 0,01 \text{Log} \frac{DEFM}{OEFM}$$

(0,03)(1849) (0,10) (0,02) (0,06) (0,002)

$R^2 = 0,90 \quad DW = 1,50 \quad \text{see} = 0,005 \quad \bar{x} = 0,85 \quad \text{see}(\%) = 0,6 \%$

$$(12) \quad \frac{C}{R} = 0,53 - 0,38 \frac{RNS}{R} + 0,24 \frac{W_{-1}}{R} - 0,03 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p} - 0,01 \text{Log} \frac{DEFM}{OEFM}$$

(0,07) (0,14) (0,03) (0,08) (0,002)

$R^2 = 0,74 \quad DW = 2,46 \quad \text{see} = 0,006 \quad \bar{x} = 0,85 \quad \text{see}(\%) = 0,7 \%$

La richesse W comprend les liquidités et les obligations nettes de l'endettement à court et à long terme des ménages ainsi que le patrimoine en logement y compris plus-values. La richesse financière W_f est la richesse totale hors logement (voir annexe). DEFM sont les demandes d'emplois non satisfaites, OEFM les offres d'emplois non satisfaites et $\log \frac{DEFM}{OEFM}$ vise à prendre en compte l'impact des tensions sur le marché du travail. Enfin \dot{p} est le taux de croissance des prix à la consommation.

Dans ces estimations la propension marginale à consommer les salaires est faible (0,43 pour l'équation (11) et celle des revenus non salariaux est voisine de 0. Cela provient d'un effet de richesse important. Par contre, il apparaît une épargne de précaution liée au chômage et une épargne pour la reconstitution de la richesse érodée par l'inflation (propension de 0,12).

Le tableau 10 montre que si la propension à consommer relativement à la PIB baisse au cours des années 50 et augmente à partir de 1975, en revanche, relativement au revenu, elle est à peu près constante. Le chômage et l'inflation ont des effets secondaires. L'effet de la salarisation croissante qui augmente la consommation est compensé par l'effet de richesse (baisse de la part des logements jusqu'en 1980, des liquidités et croissance de l'endettement).

L'inconvénient de cette estimation est sans doute d'attribuer à l'effet de richesse une partie de la consommation des revenus. C'est pourquoi nous avons procédé, sur une période plus courte, à une estimation comparable en incluant les actions dans la richesse totale W (mais pas dans la richesse financière W_f dévalorisée par l'inflation, parce que les actions peuvent être considérées comme indexées sur l'inflation).

TABLEAU 10. Contribution à l'explication de la propension moyenne à consommer le revenu (équation (11) sur 1951-1985)

années	1951-1958	1959-1968	1969-1974	1975-1980	1981-1985	1951-1985
Constante	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43
revenu	-0,11	-0,05	-0,02	-0,01	0	-0,05
part des revenus non salariaux	-0,17	-0,14	-0,12	-0,10	-0,10	-0,13
effet richesse	0,73	0,64	0,55	0,54	0,57	0,62
effet de l'inflation	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
effet du chômage	-0,02	-0,02	-0,01	-0,03	-0,04	-0,02
total estimé	0,85	0,85	0,82	0,82	0,85	0,84
total observé	0,86	0,85	0,83	0,83	0,86	0,85

On obtient sur 1959-1985 :

$$(13) \quad \frac{C}{R} = 0,58 - \frac{18154}{R} - 0,44 \frac{RNS}{R} + 0,20 \frac{W_{-1}}{R} - 0,03 \frac{(W_f)_{-1}}{R} \dot{p} - 0,006 \log \frac{DEFM}{OEFM}$$

(0,07) (9542) (0,18) (0,03) (0,13) (0,003)

m.c.o.

$$R^2 = 0,82 \quad DW = 2,09 \quad see = 0,005 \quad \bar{x} = 0,85 \quad see(\%) = 0,6 \%$$

Cette correction accroît la propension à consommer les revenus et diminue celle de la richesse. En revanche la propension à consommer des revenus non salariaux reste très faible (0,14).

Une des explications possibles est liée à la montée durable à partir de 1949 des revenus directs des entrepreneurs individuels et simultanément à l'accroissement de leur usage pour l'investissement. Une manière de corriger cet effet consiste à retirer

l'autofinancement des entrepreneurs individuels⁸ (FFCEI) des revenus non salariaux (et totaux) distribués.

On obtient alors :

$$(14) \quad \frac{C}{R_n} = 0,46 - \frac{16207}{R_n} - 0,27 \frac{RNS}{R_n} + 0,28 \frac{W_{-1}}{R_n} - 0,13 \frac{(W_f)_{-1}}{R_n} \dot{p} - 0,01 \log \frac{DEFM}{OEFM}$$

(0,04) (2507) (0,10) (0,03) (0,07) (0,002)

$$R^2 = 0,83 \quad DW = 1,80 \quad see = 0,005 \quad \bar{x} = 0,88 \quad see(\%) = 0,6 \%$$

CORC sur 1951-1985 (= -0,3(0,005))

R_n est le revenu net du FFCEI et W la richesse hors actions

En introduisant les actions dans la richesse :

$$(15) \quad \frac{C}{R_n} = 0,64 - \frac{21468}{R_n} - 0,41 \frac{RNS}{R_n} + 0,19 \frac{W_{-1}}{R_n} - 0,25 \frac{(W_f)_{-1}}{R_n} \dot{p} - 0,01 \log \frac{DEFM}{OEFM}$$

(0,08) (9549) (0,20) (0,03) (0,11) (0,003)

$$R^2 = 0,86 \quad DW = 1,89 \quad see = 0,0064 \quad \bar{x} = 0,88 \quad see(\%) = 0,7 \%$$

m.c.o sur 1959-1985.

Dans ces estimations la propension à consommer les revenus est plus élevée, celle à consommer la richesse plus faible et l'épargne due à l'inflation plus importante. Les résultats semblent plus conformes à l'intuition *a priori*.

Il est à noter que le choix des revenus distribués que nous avons adopté dans ces estimations rend la propension à consommer très stable au cours du temps. Cela signifie que le rôle contracyclique de la consommation est surtout lié à la distribution des revenus (tableau 11). En revanche, l'inflation et le chômage, qui devraient jouer un rôle procyclique surtout depuis le premier choc pétrolier, ont un effet de deuxième ordre. Enfin la richesse qui est très inerte face à la conjoncture, fait jouer à la consommation un rôle de stabilisateur automatique.

⁸ Financement de la Formation de Capital par les entrepreneurs Individuels. Une spécification analogue a été testée sur la période 1961-1978 dans VILLA (1982) p 129 à 133. On remarquera que les effets de richesse y sont plus faibles.

TABLEAU 11. Propension à consommer

en %	cons/PIB	cons/revenu	cons/revenu hors FFCEI	Part du RBEI dans la PIB	part de l'emploi salarié
1951	70,0	85,8	89,5	33,2	58,6
1958	67,9	87,3	89,9	29,8	64,6
1969	64,9	85,4	89,3	24,3	73,7
1974	64,5	82,5	86,2	21,9	78,4
1980	70,3	85,2	88,3	18,5	79,9
1985	73,4	87,9	90,1	16,9	80,2

Il reste à tester si le développement du marché financier a eu un impact sur la consommation. Pour cela nous avons introduit une variable explicative supplémentaire représentant la structure financière du patrimoine

$$S = \frac{ACT_{-1}}{ACT_{-1} + OBL_{-1} + LIQ_{-1} - CCT_{-1} - CLT_{-1}}$$

Les résultats (tableau 12) montrent que le développement du marché financier a encouragé l'épargne. Mais cet effet semble de deuxième ordre, d'autant plus que notre estimation s'arrête avant le développement des marchés financiers de la fin des années 1980.

Par contre on n'a pu mettre en évidence de rôle significatif du logement dans la structure de la richesse totale. La variable : $\frac{SLMN}{W} = \frac{\text{stock de logement}}{W}$ retardée d'une période n'est jamais significativement différente de 0.

TABLEAU 12. Influence des actions sur la propension à consommer (1959-1985)

variables explicatives	C / R_n	C / R_n
constante	0,59 (0,09)	0,43 (0,05)
$1 / R_n$	-17026 (9358)	-32218 (5763)
RNS / R_n	-0,33 (0,17)	-
W_{-1} / R_n	0,20 (0,04)	0,25 (0,03)
$\dot{p}(W_f)_{-1} / R_n$	-0,007 (0,12)	-
$Act_{-1} / (W_f)_{-1}$	-0,03 (0,04)	-0,07 (0,003)
chômage	-0,008 (0,003)	-0,009 (0,003)
R^2	0,78	0,77
DW	1,96	1,78

R_n : revenu disponible hors FFCEI

3.4. L'impact de l'inflation

Nos estimations permettent d'apprécier l'impact total d'une augmentation neutre de l'inflation sur la propension à consommer, c'est-à-dire d'une hausse simultanée du taux d'intérêt et du taux d'inflation de telle sorte que le taux d'intérêt réel reste constant.

Cette question ne se pose pas avant la première guerre mondiale qui ne connut pas d'inflation, c'est pourquoi nous ne la traitons que pour les deux périodes suivantes.

Sur l'entre-deux-guerres une hausse du taux d'intérêt de 1 point provoque un gain de revenus d'intérêt par unité de revenu de :

$$G = \frac{DETTE(-1)}{R}$$

Une hausse de 1 point de l'inflation provoque une perte de :

$$P = \frac{DETTE(-1) + LIQM(-1)}{R}$$

Elle est neutre sur les autres actifs (actions ou logement) et on a négligé l'endettement des ménages.

Si on considère l'équation (10a), la propension à consommer les revenus non salariaux est de 0,61 et celle à épargner les pertes d'inflation de 0,14. En appelant le taux de fiscalité moyenne, l'effet d'une hausse de l'inflation de 1 point sur la propension à consommer le revenu est :

$$c = 0,61(1 -)G - 0,14P$$

On obtient alors :

TABLEAU 13.

	G		P	c
1922	1,32	0,08	1,64	0,51
1926	1,07	0,10	1,35	0,40
1930	0,86	0,10	1,22	0,30
1935	1,38	0,14	2,05	0,44
1936	1,27	0,12	1,85	0,42
1938	1,01	0,12	1,46	0,33

L'effet de l'inflation sur la propension à consommer est à cette époque légèrement positif bien que la rémunération de la monnaie ne soit pas indexée parce que les ménages consomment plus les intérêts supplémentaires qu'il reçoivent qu'ils n'épargnent la dévalorisation de leurs actifs financiers (illusion monétaire).

Cet effet est procyclique, mais il est de deuxième ordre.

Sur l'après guerre, une hausse du taux d'intérêt de 1 point provoque une gain de :

$$G = \frac{OBLM(-1) - CCTM(-1) - CLTM(-1)}{R_n}$$

et la hausse de l'inflation une perte de :

$$P = \frac{LIQM(-1) + OBLM(-1) - CCTM(-1) - CLTM(-1)}{R_n}$$

L'effet sur la propension à consommer est donc en prenant l'équation (14) :
 $c = 0,19(1 -)G - 0,13P$

TABLEAU 14.

	G		P	c
1951	0,06	0,08	0,42	-0,04
1958	0,04	0,15	0,52	-0,06
1968	-0,04	0,22	0,65	-0,09
1974	-0,17	0,25	0,53	-0,09
1980	-0,21	0,36	0,53	-0,09
1985	-0,20	0,40	0,50	-0,09

Sur cette période l'effet de l'inflation sur la propension à consommer est négatif mais très faible. On peut donc dire que compte tenu de la fiscalité et de leur endettement croissant, les ménages n'ont pas été victime d'illusion inflationniste sur l'après guerre et qu'une inflation neutre sur les revenus n'aurait pas d'impact sur la consommation.

3.5. Le rôle des plus-values sur actions

Nous avons vu que le développement du marché financier et l'inflation ont tendance à augmenter l'épargne dans la période récente. Toutefois ces effets sont peu importants. Il est avancé parfois que la désinflation et les plus-values dégagées sur les actifs financiers pourraient être un facteur de hausse de la consommation depuis 1979.

Pour apprécier statistiquement ce phénomène le concept de propension à consommer $c_1 = \frac{\text{consommation}}{\text{revenu}}$ est trop restrictif. Il faut adopter une approche en terme de "revenu élargi" calculé en ajoutant au "revenu comptable", l'érosion inflationniste des actifs nets (hors actions). La propension correspondante est "la propension à consommer élargie" c_2 calculée comme :

$$c_2 = \frac{\text{Consommation}}{\text{revenu disponible} + \text{érosion inflationniste}}$$

$$R_2 = \text{revenu disponible} + \text{érosion inflationniste.}$$

Si en outre, on veut apprécier l'impact des plus-values, il convient de définir le "revenu économique" calculé en ajoutant au "revenu élargi" les plus values :
 $R_3 = R_2 + \text{plus-values réelles sur actions.}$

Les plus values réelles sur actions sont calculées comme la variation annuelle du stock d'actions calculé au prix du marché diminuée de l'érosion inflationniste.

Seules comptent les plus-values qui font plus que compenser la dérive du niveau général des prix. La propension à consommer correspondante est "la propension économique", c'est-à-dire le rapport :

$$c_3 = \frac{\text{consommation}}{R_3}$$

La notion de revenu économique revient à définir le revenu comme la consommation maximale pour que la richesse des ménages reste constante.

Si le calcul de l'érosion inflationniste est aisé, les plus-values sur actions sont difficiles à évaluer. Si on valorise les actions cotées et non-cotées au cours moyen des actions cotées, on obtient une estimation maximale et largement majorée des plus ou moins values. Si on ne tient compte que des actions cotées, on obtient une évaluation minimale proche de la réalité. Avec la première méthode, les années de fortes plus values sont 1978-1980 et surtout 1983-1986. Avec la seconde méthode, ce sont surtout 1985 et 1986, tandis que pour les deux méthodes, 1974 est une année de moins-values importantes. Nous avons retenu la deuxième méthode qui paraît plus proche des autres informations disponibles. Les résultats sont donnés dans le tableau 15 :

TABLEAU 15 . Evolution de la propension à consommer

Année	C ₁ (1)	Correction pour érosion inflationniste	C ₂ (2)	Correction pour plus- values financières	C ₃ (3)
1971	83,2	+ ,30	86,2	-1,4	84,8
1972	83,3	+ 3,3	86,6	-1,1	85,5
1973	83,6	+ 2,4	86,0	+ 0,5	86,5
1974	82,5	+ 7,2	89,7	+ 3,9	93,6
1975	82,2	+ 6,3	88,5	-0,3	88,2
1976	82,7	+ 5,0	87,7	-0,9	86,8
1977	82,1	+ 5,0	87,1	-0,3	86,8
1978	81,6	+ 4,3	85,9	-0,7	85,2
1979	84,0	+ 5,9	89,9	+ 0,1	90,0
1980	85,2	+ 6,8	92,0	-0,9	91,1
1981	84,7	+ 6,1	90,8	+ 0,4	91,2
1982	85,2	+ 5,4	90,6	+ 1,2	91,8
1983	86,6	+ 4,6	91,2	+ 0,9	92,1
1984	87,6	+ 3,4	91,0	+ 2,7	93,7
1985	87,9	+ 2,4	90,3	-1,5	88,8
1986	88,4	+ 1,2	89,6	-2,4	87,2

(1) consommation/revenu disponible brut

(2) consommation/(revenu disponible brut-érosion inflationniste)

(3) consommation/(revenu disponible brut-érosion+plus-values) Les plus-values portent sur les actions cotées

Les corrections devraient lisser la propension à consommer. On n'observe pas vraiment ce phénomène, en revanche elles modifient le diagnostic sur le comportement de consommation :

- la période de faible propension d'avant le premier choc pétrolier est confirmée parce que l'inflation est peu importante de même que les plus-values sur actifs financiers ;

- en revanche la période de faible propension de 1974 à 1978 est modifiée parce que l'inflation est importante. Le revenu économique est donc beaucoup plus faible et cette période correspond à une consommation beaucoup plus active comme on l'avait déjà remarqué dans l'analyse du ratio consommation/PIB. Cela signifie que

les ménages ont peu épargné pour reconstituer leur richesse érodée par l'inflation et cela confirme nos résultats économétriques.

- La forte propension à consommer des années 1979 à 1983 se retrouve aussi dans les propensions économiques.

- Par contre de 1984 à 1986, on observe une augmentation de la propension courante à consommer et une baisse des propensions élargie et économique. Cela signifie que la croissance de la consommation reflète la désinflation et la croissance des plus-values financières. Ce phénomène est analogue à celui de 1974. Une observation brute aurait pu faire croire à un comportement de restriction de la consommation par rapport aux années précédentes. Or il n'en est rien. La prise en compte de la forte inflation et des moins values d'actions montre que cette légère baisse de la consommation par rapport au revenu courant en 1974 correspond à un comportement très dynamique par rapport au revenu économique. Toutefois, cet exemple montre que les plus-values accroissent les fluctuations de la propension à consommer. Cela signifie qu'elles ont peu d'effet sur le niveau de la consommation. On peut en donner plusieurs explications. Les plus-values d'actifs sont très volatiles et, en outre, ne représentent qu'un surcroît virtuel de richesse. Les ménages en tiennent donc peu compte en raison de leur aversion pour le risque d'autant plus que la réalisation macroéconomique de ces plus-values latentes se traduirait sans nul doute par une baisse des cours et donc leur disparition. En outre, elles sont concentrées sur un petit nombre de ménages : en 1975, les ouvriers, employés et cadre moyens détenaient 15 % du montant des portefeuilles alors qu'ils représentaient 45 % des revenus.

4. Conclusion

L'estimation de fonctions de consommation sur longue période permet de remettre en perspective et d'évaluer certains effets macroéconomiques :

Tout d'abord le partage entre revenus salariaux et non salariaux est peu important, en revanche la distribution des revenus a fait jouer un rôle contracyclique à la consommation en maintes périodes : baisse de la part des salaires et croissance entre 1907 et 1913, hausse des revenus et crise de reconversion entre 1919 et 1921, maintien du pouvoir d'achat des salaires et dépression entre 1930 et 1935, stagnation de la part des salaires dans la période de front populaire, augmentation de la part des revenus distribués après les chocs pétroliers (1974-1978).

Ensuite l'effet de richesse permet à la consommation de jouer un rôle de stabilisateur automatique : années trente et deuxième partie des années soixante-dix.

Enfin le rôle de l'inflation et du chômage pour susciter une épargne forcée ou une épargne de précaution est secondaire.

Le rôle spécifique du logement est par contre ambigu : lorsqu'il est acquis il encourage la consommation, mais seulement dans la proportion où la valeur des

logements est supérieure au crédit, c'est-à-dire à la hauteur de l'apport personnel. En revanche, avant son acquisition, il provoque une épargne qui est d'autant plus importante que la propension à consommer la richesse est importante. Ainsi les destructions qui ont suivi les guerres ainsi que l'inflation qui a réduit les avoirs financiers expliquent la baisse de la propension à consommer dans les périodes de reconstruction.

Enfin, le développement des marchés financiers suscite une croissance de l'épargne. Plusieurs explications peuvent être avancées qui nécessiteraient pour être étayées, des investigations économétriques supplémentaires. Selon la première, les fluctuations des cours de bourse engendrent une incertitude sur la valeur de la richesse et poussent les ménages à détenir une richesse supplémentaire par unité de revenu alors que celle-ci est surtout détenue en actions, parce qu'ils ont une aversion pour le risque. Selon la seconde, les ménages épargnent lorsque les cours de bourse augmentent dans l'espoir de réaliser des plus values et répugnent à vendre lorsque ceux-ci baissent cherchant dans d'autres emplois leurs sources de liquidités. Dans tous les cas les fluctuations de la valeur de la richesse peuvent provoquer un excès d'épargne et ce raisonnement peut s'étendre au logement si la raréfaction de l'offre de bâtiments neufs par rapport au stock accroît l'incertitude sur les prix.

Annexe statistique

La construction des données

Les méthodes générales de construction des données sont présentées dans VILLA (1993) et VILLA (1994). Nous nous contenterons donc dans cette annexe de préciser le calcul des revenus et de la richesse des ménages afin que le lecteur puisse apprécier la validité des estimations économétriques présentées dans l'article.

I. Le revenu disponible des ménages

L'ensemble de ces revenus est donné par les TEE que nous avons construits. Le point important est la distinction entre revenus salariaux et non salariaux. D'une manière générale, nous avons considéré que les premiers comprenaient l'ensemble des salaires reçus par les ménages nets des cotisations sociales salariées versés et augmentés des prestations sociales reçues. Les revenus non salariaux comprennent donc le RBEI, le revenu brut des ménages (RBM : jardins potagers et autres activités directes), les dépenses et recettes extérieures (transferts du reste du monde), les intérêts et dividendes reçus des agents nationaux ou de l'étranger, les dommages de guerre diminués des impôts directs payés aux administrations et des cotisations sociales versées par les non salariés (entrepreneurs individuels). Le RBEI est d'ailleurs calculé net des impôts indirects payés par cette catégorie d'agents. Cette décomposition revient à supposer que les propensions à consommer les prestations sociales et à épargner les cotisations salariées sont proches de la propension à consommer les salaires. En revanche la propension à épargner les impôts directs et indirects est supposée proche de celle à consommer les revenus non salariaux de l'activité ou les intérêts, dividendes et transferts reçus.

Pour être plus précis, il faut distinguer trois périodes :

a) Avant la première guerre mondiale : 1896-1913

Les revenus salariaux sont la somme des salaires versés par les administrations (comptes des administrations) et des salaires versés par les entreprises. Ces derniers sont calculés à l'aide d'un indicateur qui est le produit de l'indice du salaire horaire, de la durée du travail et de l'emploi salarié des entreprises. Ils ont été calés sur les comptes de 1913. Les prestations sociales correspondent au poste "assistance" des administrations tandis que les prestations directes des entreprises qui sont négligeables ont été calées sur la valeur 1913 et indexées sur la masse salariale. On a considéré que les cotisations sociales (salariés et non salariés) étaient nulles.

Les intérêts et dividendes comprennent seulement ceux versés par l'Etat et l'étranger (comptes de l'Etat et balances des paiements). Il manque les revenus distribués par les entreprises pour lesquels on ne dispose d'aucune information. Les dépenses et recettes extérieures sont fournies par la balance des paiements et les impôts par les budgets de l'Etat et des départements. Le Revenu Brut des Ménages et le RBEI

ont été calculés en séparant l'agriculture du reste de l'économie et en leur affectant une part de la valeur ajoutée correspondant à leur part dans l'emploi total. On a en outre retiré de leur revenu les salaires que les non salariés versaient à leurs employés.

b) Sur l'entre-deux guerres : 1920-1938

Nous avons pu sur cette période construire des comptes complets (voir VILLA - 1993). Les revenus salariaux sont calculés nets des cotisations sociales salariés et non salariés. Il n'a pas été possible de distinguer ces deux postes malgré l'importance de l'assurance sociale agricole au cours des années trente. Les prestations sociales comprennent l'assistance des administrations, les assurances sociales et les prestations directes des entreprises.

Pour les revenus non salariaux, on a tenu compte des intérêts et dividendes versés par les entreprises qui s'ajoutent à ceux de l'étranger et de l'Etat.

On a aussi inclus les dommages de guerre versés par l'Etat et l'extérieur (en particulier les fameuses réparations) et les dépenses et recettes extérieures (transferts divers avec le reste du monde y compris colonies).

c) Après la deuxième guerre mondiale : 1949-1985

Le calcul des revenus est plus aisé car on dispose d'informations précises. La base 1962 a servi de noyau de départ sur la période 1959-1975. Les données ont été rétopolées sur 1949-1958 à l'aide des séries de la base 1956 et elles ont été recalculées en base 1962 de 1976 à 1985 à l'aide des résultats de la base 1971. Cela nous donne une série de revenu disponible et un partage revenus salariaux et non salariaux cohérents avec les séries de PIB et de consommation que nous avons calculés par ailleurs (VILLA - 1994). Les cotisations sociales ont été décomposées en part versée par les salariés et les non salariés et déduites respectivement des revenus correspondants.

II. LA RICHESSE DES MENAGES

La série présente une discontinuité après la deuxième guerre mondiale pour des raisons statistiques mais aussi économiques.

a) Avant la deuxième guerre mondiale : 1896-1939

La richesse nominale des ménages W est calculée par :

$$W = LIQM + DETTE + SLMN$$

LIQM : liquidités au sens M3 détenues par les ménages en fin d'année ;

DETTE : dette totale à court et à long terme de l'Etat en fin d'année. Il n'y a aucun recouvrement entre les liquidités et la dette de l'Etat. En particulier les bons du trésor sur formule et les bons de la défense nationale font partie de la dette à court terme ;

SLMN : stock de logements détenu par les ménages en francs courants (au prix du neuf) et en fin d'année.

Dans cette définition, la totalité de la dette publique est attribuée faute d'information aux ménages alors qu'une partie était détenue par les entreprises (en particulier des entreprises financières) et à un degré moindre par des étrangers.

En revanche, la richesse des ménages est minorée car on a négligé les obligations privées (nationales ou étrangères comme les emprunts russes) détenues par les particuliers parce que cette information n'est pas disponible. Cette omission est sans doute assez gênante parce qu'elle revient à oublier les émissions de la sidérurgie et des mines sur toute la période et les émissions des industries électriques sur l'entre-deux-guerres qui sont les plus importantes. Cependant, elle tient compte des émissions des chemins de fer car la dette publique comprend les émissions ayant pour but de financer le réseau d'Etat.

Enfin, il faut noter qu'on n'a pas tenu compte de l'endettement des ménages faute d'information. Celui-ci devait toutefois être négligeable à cette époque.

Au total, il est difficile de savoir si la richesse ainsi calculée est sur ou sous-évaluée. Toutefois, il est certain que les approximations réalisées introduisent peu de perturbations sur le niveau de la richesse des ménages mais ont sans doute une incidence non négligeable sur ses fluctuations. Pour s'en convaincre il suffit d'avoir en tête l'importance du niveau et des fluctuations des bons de la défense nationale de 1920 à 1926. En outre, on remarquera que les émissions d'obligations privées se sont développées après les excédents budgétaires de la stabilisation Poincaré (après 1926).

Par contre, le niveau de la richesse est déterminé principalement par le patrimoine logement qui constitue une part importante de la richesse à cette époque et qui évolue de manière très régulière sans fluctuer en fonction de la conjoncture. Accumulé sur de longues périodes, il n'était déclassé que très lentement (sauf au cours des guerres) de sorte qu'il représentait un grand nombre d'années de production (le rapport stock de logement des ménages/PIB vaut 5,32 en 1896, 4,24 en 1913, 5,53 en 1920, 5,86 en 1938 mais 2,27 en 1946 et 1,38 en 1985). A court terme, ce rapport fluctue en sens inverse de la PIB.

Au total, les approximations que nous avons effectuées jouent sans doute plus sur les fluctuations de la richesse que sur son niveau. Mais les fluctuations de cette dernière sont faibles par rapport à celle de la PIB.

b) Après la deuxième guerre mondiale : 1950-1985

Sur cette période, la richesse nominale des ménages a été évaluée par :

$$W = LIQM + OBLM - CCTM - CLTM + SLMN$$

LIQM : liquidités des ménages au sens M3 en fin d'année. Cette série ne comprend pas les devises étrangères mais elle inclut les bons du Trésor sur formule ainsi que les dépôts auprès du Trésor et de la Banque centrale détenus par les ménages (voir VILLA (1994)) ;

OBLM : obligations françaises publiques et privées détenues par les ménages en francs courants, au prix de marché et en fin d'année. Les obligations étrangères ont été omises car il n'est pas possible de ventiler ces dernières par détenteurs ;

CCTM : crédits à court terme accordés aux ménages : il s'agit des crédits à la consommation ;

CLTM : crédits à long terme accordés aux ménages : il s'agit des crédits au logement pour l'essentiel ;

SLMN : stock de logements détenus par les ménages en fin d'année au coût de renouvellement (pour la méthode d'évaluation, on se reportera à VILLA (1994)).

Ces séries sont, pour la période 1950-1979, issues des travaux statistiques effectués pour le modèle DEFI (1982). Elles ont été mises à jour jusqu'en 1985 en utilisant les TERF.

La mesure de la richesse des ménages est donc pour cette période plus exhaustive et précise. Il n'y manque que les actions, que nous avons pu évaluer sur la période 1959-1985 seulement en utilisant là encore les travaux du modèle DEFI (1982) prolongés à l'aide des TERF.

Références bibliographiques

J.J. Carré, P. Dubois, E. Malinvaud (1972), *La croissance française*, Le seuil, Paris.

D. Darmon (1983), "les consommations des ménages à moyen terme", INSEE, *Archives et documents*, octobre.

H. S. Houthaker, L. D. Taylor (1970), *Consumer Demand in the United States : Analysis and projections*, Harvard University Press, Cambridge.

D. Vallet (1978), "Les ménages", in *DMS* de D. Fouquet, J.M. Charpin, H. Guillaume, P.A. Muet, D. Vallet, INSEE, Paris.

P. Villa (1982), *DEFI, une modélisation macro-économique des structures financières*, INSEE

P. Villa (1993), *Une analyse macro-économique de la France au XXème siècle*, CNRS, Paris.

P. Villa (1994), *Un siècle de données macro-économiques*, INSEE, Paris

Liste des documents de travail du CEPII⁹

1994

"Réglementation et prise de risque des intermédiaires financiers : la crise des prix d'actifs au début des années 1990", Benoit Mojon, *document de travail n°94-06*, juillet.

"Turquie : d'une stabilisation à l'autre" Isabelle Bensidoun, *document de travail n°94-05*, juillet.

"Economic Policy Strategies to Fight Mass Unemployment in Europe: An Appraisal.", Henri Delessy et Henri Sterdyniak, *document de travail n°94-04*, juillet.

"Transmission de la politique monétaire et crédit bancaire, une application à cinq pays de l'OCDE", Fernando Barran, Virginie Coudert et Benoît Mojon, *document de travail n°94-03*, juin.

"Indépendance de la banque centrale et politique budgétaire", Agnès Bénassy et Jean Pisani-Ferry, *Document de travail n°94-02*, juin.

"Les systèmes de paiements dans l'intégration européenne", Michel Aglietta, *document de travail n°94-01*, mai.

1993

"Crises et cycles financiers : une approche comparative", Michel Aglietta, *document de travail n°93-05*, octobre.

"Regional and World-Wide Dimensions of Globalization", Michel Fouquin, *document de travail n°93-04*, septembre.

"Règle, discrétion et régime de change en Europe", Pierre Villa, *document de travail n° 93-03*, août.

"Crédit et dynamiques économiques", Michel Aglietta, Virginie Coudert, Benoît Mojon, *document de travail n° 93-02*, mai.

"Les implications extérieures de l'UEM", Agnès Bénassy, Alexander Italianer, Jean Pisani-Ferry, *document de travail n° 93-01*, avril.

⁹ Les documents de travail sont diffusés gratuitement sur demande au CEPII au 48 42 64 14 ; une liste des documents de travail 1984-1994 est également disponible à ce numéro.

1992

"Pouvoir d'achat du franc et restructuration industrielle de la France 1960-1991", Gérard Lafay, *document de travail* n° 92-04, décembre.

"Le Franc : de l'instrument de croissance à la recherche de l'ancrage nominal", Michel Aglietta, *document de travail* n° 92-03, décembre.

"Comportement bancaire et risque de système", Michel Aglietta, *document de travail* n° 92-02, mai.

"Dynamiques macroéconomiques des économies du sud : une maquette représentative", Isabelle Bensidoun, Véronique Kessler, *document de travail* n° 92-01, mars.

1991

"Europe de l'Est et URSS : niveaux de production et de consommation en Europe de l'Est et comparaisons avec l'Europe de l'Ouest", Françoise Lemoine, *document de travail* n° 91-04, décembre.

"Europe de l'Est, URSS, Chine : la montée des déséquilibres macroéconomiques dans les années quatre-vingt", Françoise Lemoine, *document de travail* n° 91-03, décembre.

"Ordre monétaire et banques centrales", Michel Aglietta, *document de travail* n° 91-02, mars.

"Epargne, investissement et système financier en Chine", Françoise Lemoine, *document de travail* n° 91-01, février.

TABLEAU 1. Eléments explicatifs de la consommation

en %	1896	1900	1906	1913	1919	1930	1938	1950	1958	1968	1974	1980	1985
part de la consommation dans la PIB (en franc 1938)	86,6	84,0	83,9	74,0	88,7	68,7	81,6	69,4	68,1	64,8	62,6	66,9	69,9
part du revenu disponible dans le PIB (en valeur)	90,3	89,2	83,4	80,7	91,7	83,8	92,5	82,0	79,1	77,2	78,2	82,4	83,5
part des revenus non salariaux dans le total du revenu disponible	55,3	55,5	54,3	58,6	43,7	51,8	47,5	48,0	39,6	30,7	26,5	23,7	23,5
dette publique rapportée au revenu disponible	100,9	93,7	95,3	81,7	184,7	85,9	103,6	-	-	-	-	-	-
Liquidités des ménages rapportées au revenu disponible	44,8	46,6	55,4	54,9	52,0	40,3	50,3	40,0	50,9	73,2	77,1	78,0	72,1
Richesse hors actions (1) rapportée au revenu disponible	734,7	693,0	752,0	662,1	941,2	693,6	788,1	280	238	209	191	196	198
Effet de dévalorisation de la richesse financière rapportée au revenu disponible en %	2,26	4,0	0,92	0,75	38,95	4,22	19,04	5,94	6,13	2,85	6,76	6,68	2,68
stock de logement rapporté au revenu	589,0	552,3	601,3	525,5	704,5	567,4	634,2	388,0	325,5	221,5	183,4	182,1	169,6

(1) Avant la deuxième guerre mondiale, la "richesse des ménages" comprend la monnaie, la dette publique et le patrimoine logement. Après celle-ci, la richesse comprend la monnaie, les obligations, le patrimoine logement net de la dette détenue par les ménages seulement.

TABLEAU 2. Structure de la consommation

	1986	1900	1906	1913	1919	1930	1938	1949	1958	1968	1974	1985
produits agricoles (1)	52,2	54,4	50,8	50,1	50,3	42,6	47,1	47,5	40,8	30,1	26,0	22,3
produits industriels (2)	27,8	24,0	27,7	28,8	24,9	33,5	28,5	33,3	35,3	37,8	40,4	42,2
services (3)	9,3	11,4	11,3	11,6	14,1	15,1	15,8	16,4	19,5	23,3	24,0	24,2
logement (loyers)	10,7	10,2	10,2	9,5	9,3	8,8	8,6	2,8	4,4	8,8	9,6	11,1
total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
part de la consommation dans le PIB												
• en valeur	78,8	81,2	77,3	76,5	85,0	70,5	81,6	70,2	67,9	65,4,	64,5	73,4
• en volume	86,6	84,0	83,9	74,0	88,7	68,7.	81,6	69,1	68,1	64,8	62,6	69,9

(1) Les produits agricoles concernent les produits bruts de l'agriculture et les produits des IAA.

(2) Les produits industriels comprennent l'énergie, le BTP mais pas les IAA

(3) Les services comprennent les transports, les télécommunications, les services marchands et les services de santé hors services d'assurances et services financiers.

